



N°25- septembre 2014

Les comptes économiques de la Guyane en 2013

Une croissance soutenue malgré une stagnation de l'investissement et le ralentissement de la consommation des ménages

Clémentine GARANDEAU, INSEE, Direction Antilles-Guyane

Le PIB guyanais augmente de 2,9 % en volume en 2013, à un rythme proche de 2012. La croissance est nettement supérieure à celle observée pour la France entière (+0,3 %), comme pour les Antilles, où elle n'est que de +0,7 % en Guadeloupe et de -0,5 % en Martinique.

L'inflation reste modérée, et s'élève à +1,4 %, légèrement supérieure à celle de la France entière (+0,9 %).

La consommation des ménages ralentit (+1,2 % en volume), et soutient moins la croissance qu'en 2012 (contribution de 0,6 point à la croissance, après 1,2 point en 2012).

La consommation des administrations progresse également à un rythme légèrement inférieur à 2012, +1,9 % en 2013 après +3,2% en 2012, contribuant à la croissance pour +0,9 point.

L'investissement stagne en volume après avoir été particulièrement dynamique au cours des trois années précédentes.

Le secteur de la construction, jusque-là très

Une croissance portée principalement par les administrations publiques et les exportations

Les principaux agrégats et leur évolution, en millions d'euros courants et en %

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2012	2013	Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut	3 751	3 919	2,9	1,5	4,5
Consommation des ménages	1 787	1 834	1,2	1,4	2,6
Consommation des administrations publiques	1 796	1 853	1,9	1,3	3,1
Investissement	1 118	1 124	0,0	0,5	0,5
Imports de biens et services	2 828	2 963	3,4	1,3	4,8
Exports de biens et services	1 211	1 363	8,8	3,4	12,6

Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

PIB en volume et PIB en valeur

Le **Produit intérieur brut** (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donnée, comme la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est estimé en volume et en valeur.

L'évolution **en volume** ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et représente la **croissance de l'économie**.

L'évolution du **prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

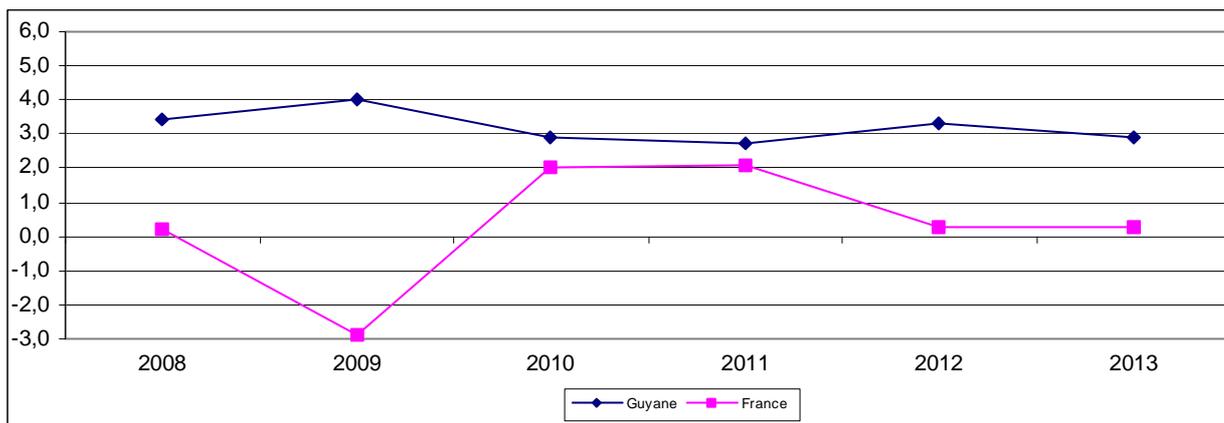
L'évolution globale (volume + prix) fournit l'évolution du **PIB en valeur**.



L'économie de la Guyane en 2013

La dynamique de la croissance se maintient

Taux de croissance du PIB en volume, en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapide

La consommation des administrations soutient la croissance

La consommation des administrations reste bien orientée en 2013 : +1,9 % en volume. La masse salariale de la fonction publique augmente de 1,4 % en volume et les achats et charges externes de 2,8 %.

Comme aux Antilles, le niveau des dépenses de l'État est en baisse, tandis que les dépenses des collectivités locales et des hôpitaux augmentent significativement.

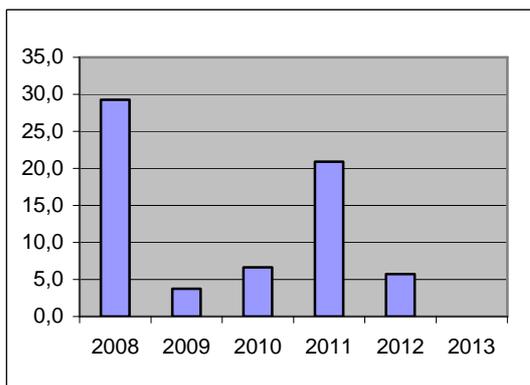
L'investissement s'essouffle

Contrairement aux trois années passées, l'investissement stagne en volume en 2013, après une hausse de 5,7 % en 2012, 19,9 % en 2011 et 6,7 % en 2010.

Ce moindre dynamisme de l'investissement s'explique principalement par le ralentissement de l'investissement public, qui n'augmente que faiblement (+1,7 % en valeur). Celui-ci constitué pour plus de la moitié (55 %) de l'investissement des collectivités locales.

L'investissement en berne, pèse sur le secteur de la construction

Évolution en volume : taux de croissance en %



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

Ce ralentissement de l'investissement pèse fortement sur le secteur de la construction (cf. encadré).

En revanche, les entreprises investissent encore, avec une augmentation des importations de biens d'équipement qui leur sont destinés.

Le secteur de la construction s'essouffle

Pour la première fois depuis 2009, l'emploi salarié du secteur de la construction affiche une baisse. Les ventes de ciment diminuent de 9,9 % après une hausse de 17,1 % en 2012.

Le nombre de logements autorisés se réduit à 1 915 en 2013 (2670 autorisations en 2012), soit le plus faible nombre d'autorisations depuis 2009.

La dotation LBU (Ligne Budgétaire Unique), qui finance une partie des logements sociaux, reste élevé et augmente de 7,2 % après 8,7 % en 2012. La part de logements sociaux parmi les logements autorisés atteint 45 %, en forte hausse par rapport à 2012.

Dans le même temps, les autorisations de locaux (bureaux, commerces, etc.) augmentent, couvrant une surface de 107 090 m² en 2013 au lieu de 59 280 m² en 2012.

La consommation des ménages ralentit

La consommation des ménages en volume évolue peu (+1,2 %) au regard de la croissance de la population (+2,7 %). Cette hausse moindre qu'en 2012 reste supérieure à celle de la France entière cette même année (+0,2 %).

Le taux de chômage fléchit légèrement : il passe de 22,3 % à 21,3 %. Le nombre de demandeurs d'emploi¹ de catégories A, B et C progresse de

¹ Personnes inscrites à Pôle emploi

L'économie de la Guyane en 2013

10,5 % pour atteindre 23 557 personnes au 31 décembre 2013.

Les immatriculations de véhicules neufs diminuent de 2 % (-6 % en 2012), tandis que celles de véhicules d'occasion augmentent de 4 %, rythme proche de celui enregistré en moyenne sur la période 2000-2012.

Les ménages préfèrent épargner, qu'il s'agisse de placements à long terme ou court terme. Leurs dépôts dépassent pour la première fois le milliard d'euros. L'encours des placements sur livrets A et bleus est en hausse de 7,3 % et l'encours de placements à long terme comme l'assurance-vie croît de 5,8 %.

Les prix augmentent au même rythme qu'en 2012

L'inflation reste stable en 2013 : +1,4 % au lieu de +1,5 % en 2012. Elle reste supérieure à celle de la Martinique (+1,3 %), de la France entière et de la Guadeloupe (+0,9 % sur les deux territoires).

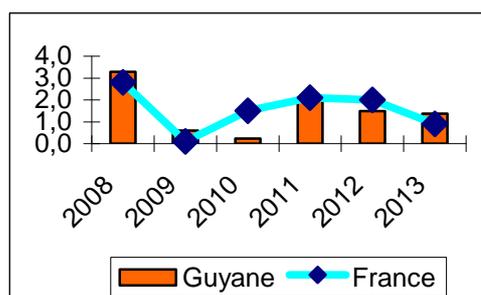
Comme dans les deux autres DFA, l'alimentation et les services sont les principaux contributeurs à l'inflation. Ils augmentent respectivement de 3,3 % (contribution de +0,8 point) et de 1,3 % (contribution de +0,6 point).

Le **dispositif bouclier qualité-prix** mis en application en mars 2013 dans le cadre de la loi Lurel contre la vie chère en Guyane repose sur une liste de produits de grande consommation, le « panier », dont le montant total ne doit pas dépasser une certaine somme durant un an (mars 2014 à février 2015). 90 produits pour 305 euros dans les supermarchés, 46 produits pour 149 euros chez les discounters et 22 produits pour 80 euros dans les commerces de proximité.

Le prix global de l'énergie évolue peu cette année (+1,2 %). Cette faible évolution résulte d'une hausse du prix de l'électricité (+6,4 %) conjuguée à une baisse du prix des produits pétroliers (-1,5 %), suivant la tendance de la France hexagonale.

L'inflation quasi-stable par rapport à 2012

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle en %



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

Le commerce extérieur reste dynamique

Le volume des échanges commerciaux sont en hausse, les importations comme les exportations sont dynamiques, enregistrant des hausses respectives de 3,4 % et +8,8 % en volume.

Les importations de produits pétroliers raffinés augmentent fortement, après un net recul en 2012. Ce contre-choc technique et logistique contribue fortement au dynamisme des importations en 2013. Les importations des biens manufacturés augmentent de 4,5 % en volume, portées par la hausse de l'investissement des entreprises.

En revanche les produits importés à destination des ménages n'augmentent pas ou peu, en lien avec une consommation atone. Les imports de produits des industries agroalimentaires diminuent de 1,3 % en volume.

Les exportations affichent une forte hausse (+8,8 % en volume), portées par l'activité spatiale, qui reste un moteur essentiel de l'économie guyanaise. Les tirs de fusées, comptabilisés en tant qu'exportations de transport, représentent toujours la majeure partie –des exportations.

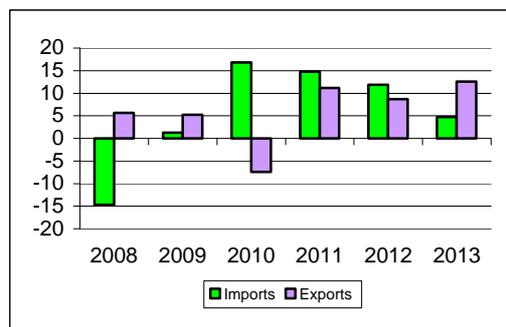
Les exportations de produits des industries extractives doublent en volume en 2013, succédant à une forte hausse de 93 % en 2012. Ces fortes variations sont dues à des mouvements atypiques récurrents sur les produits pétroliers très volatiles².

En revanche les secteurs de l'or et du bois sont en berne, avec des exportations en valeur qui reculent respectivement de 22 % et de 20 %.

Par ailleurs, des machines industrielles de forage sont exportées à destination de Trinidad-et-Tobago, pour une valeur de 51 millions d'euros³.

Les imports fléchissent avec la consommation des ménages

Évolution des échanges extérieurs en valeur (spatial inclus) : taux de croissance en %



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

² La SARA stocke une partie des produits pétroliers sur des sites en Guadeloupe et en Guyane, et les effets de stockage et de déstockage perturbent fréquemment les importations et les exportations.

³ Ces exportations ne sont pas intégrées dans les comptes pour ne pas perturber artificiellement les comptes 2013

L'économie de la Guyane en 2013

L'activité spatiale porte toujours la croissance

L'activité spatiale reste déterminante pour la croissance en Guyane. Elle représente 1 685 emplois directs. Des innovations technologiques sont développées régulièrement par le CNES pour

maintenir un centre spatial moderne et faire face à la vive concurrence. Arianespace réalise un chiffre d'affaires en augmentation de 5,9 % par rapport à 2012 sur le site de Kourou. Cette évolution s'inscrit cependant en retrait par rapport à 2012 (+7,7 %).

L'activité spatiale : un peu moins de satellites lancés que prévu

Nom du lanceur	Nationalité	Nombre de lancements		Nombre total de satellites ou ATV lancés		Charge utile (tonnes)	
		2012	2013	2012	2013	2012	2013
Ariane 5	Europe	7	4	13	7	70,1	47,3
Soyuz	Russe	2	2	3	2	2,4	4,8
Vega	Italien	1	1	2	3	0,7	0,3
Total		10	7	18	12	73,2	52,4

Source : Arianespace

En 2013 le nombre de lancements et la charge utile envoyée en orbite sont en légère baisse par rapport à 2012. Sept lancements au total sont réalisés en 2013 (10 en 2012) au lieu des 11 prévus à cause de reports liés à la disponibilité des satellites. Arianespace a signé 18 contrats commerciaux cette même année.

Depuis l'inauguration de Vega en 2012, les trois lanceurs guyanais permettent une activité diversifiée du centre spatial guyanais : des charges de masses variant entre 150 kg et 10 tonnes peuvent être envoyées depuis Kourou. Ariane 5 assure le lancement des charges lourdes, Soyuz des charges plus légères et Vega les charges légères.

METHODOLOGIE

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'INSEE, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet CEROM, le compte rapide 2013 de la Guyane repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un compte définitif : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des données en base 2005

Les données diffusées ici sont en base 2005. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guyanaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Dans les trois DFA, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Guyane », consultables sur <http://www.cerom-outremer.fr/guyane> et sur <http://www.insee.fr/guyane>
- « La Guyane en 2013 », Rapport annuel de l'IEDOM – juin 2014 sur <http://www.iedom.fr/>
- « Bilan économique 2013 en Guyane », Antiane-Eco n°77, Insee – juin 2014
- « Le spatial et la construction préservent la croissance guyanaise » - Comptes rapides 2012, janvier 2014
- « L'investissement stimule la croissance guyanaise » - Comptes rapides 2011, décembre 2012
- « Une reprise lente, pénalisée par une consommation des ménages atone », Comptes rapides 2013 Guadeloupe, septembre 2014
- « Une économie en repli », Comptes rapides 2013 Martinique, septembre 2014

Directeur de la publication :
Didier BLAIZEAU

© Insee - Iedom -
AFD - 2014

